

L'antiféminisme identitaire à l'offensive

Ces dernières années, c'est au bénéfice d'un « retour de bâton », amplifié par la dynamique « Manif pour tous », que les discours antiféministes reprennent l'offensive. Sous des formes diverses et renouvelées.

André DÉCHOT, responsable du groupe de travail LDH « Extrêmes droites »

Depuis des décennies, particulièrement depuis les années 1970, les courants conservateurs et réactionnaires, dont les nationalistes, s'opposent aux luttes politiques, sociales, économiques, culturelles et symboliques que mène le mouvement des femmes contre la domination masculine et pour l'égalité des sexes. Ils considèrent que ces mobilisations sont autant de remises en cause de l'ordre social naturel.

Les conquêtes féministes, bien que jamais totalement acquises et loin d'être achevées, ont délégitimé l'expression ouverte du sexisme et de la misogynie. Et pourtant l'antiféminisme est de retour. Un antiféminisme identitaire, qui a même, de plus en plus, « pignon sur rue ».

Dans l'histoire du nationalisme, la « préférence familiale » est indissociable de la « préférence nationale ». La famille est garante de l'ordre social et de l'héritage national. L'image de la famille « française » est abondamment utilisée par les extrêmes droites, qui disent puiser dans la tradition catholique de la France et sa vision particulière de la place des femmes et des enfants dans l'organisation sociale. Les propos de Martine Lehideux⁽¹⁾ illustrent les conceptions conservatrices et réactionnaires classiques : la famille est « la clef de voûte de

l'ordre naturel, [...] cellule vitale de notre société».

Pour l'extrême droite, pas de famille digne de ce nom sans natalité « patriotique ». Le rôle des femmes est d'« assumer leur fonction de reproduction » (comme le réaffirmait, il y a quelques mois, Jean-Marie Le Pen, en réaction aux mobilisations contre le projet de restriction du droit à l'IVG dans l'Etat espagnol). Au sein de la cellule familiale, une division sociale et sexuelle inégalitaire dessine le type de société pour laquelle les extrêmes droites militent : le « chef » de famille représente la figure du guerrier (le patriote), auquel l'ordre « naturel » (selon le Décalogue) confère des devoirs sociaux et des droits familiaux.

Le « retour de bâton » antiféministe

Ainsi, pour les « traditionalistes », non réductibles aux seuls nationalistes, il s'agit de réhabiliter les valeurs relatives à la famille afin de « réordonner la société », qui se délite. Pour eux (et elles), le principal symptôme de la perte des valeurs traditionnelles est celui de la décomposition de la famille sous différentes formes : divorce, familles monoparentales, couples homosexuels, contraception-avortement... En somme, la « promotion » de la famille se fait au détriment des droits des

femmes, et particulièrement de celui à l'autonomie.

Pour les sociologues Anne-Marie Devreux et Diane Lamoureux, « l'antiféminisme contemporain tente de nous faire croire que les femmes auraient tout obtenu et que nous vivrions sous l'emprise d'un « nouveau matriarcat », castrateur, forcément [c'est le discours tenu par les Pères en colère], qui ferait du mâle blanc une espèce en voie de disparition. »⁽²⁾

Elles soulignent également que « la recrudescence de l'antiféminisme se nourrit d'un contexte politico-social où se conjuguent néolibéralisme et néoconservatisme, qui tentent de rogner sur l'autonomie personnelle et collective que les femmes ont acquises à travers leurs luttes des dernières décennies »⁽³⁾. Tandis que le néolibéralisme nie les rapports sociaux et attribue les différences sociales aux comportements individuels (au sens de l'individualisme et non de l'individuation)⁽⁴⁾, valorisant l'effort plutôt que les réponses à la demande sociale par des politiques publiques, le néoconservatisme attribue ces mêmes différences sociales à des défaillances morales.

Tout cela permet de mieux comprendre la résurgence de plusieurs formes d'antiféminisme, et, de façon générale, d'appréhender le fait que, quelle qu'en soit la forme, « l'antiféminisme s'oppose

(1) Martine Lehideux est une ex-vice-présidente du FN. Elle fut présidente du Cercle national des femmes d'Europe (CNFE), lié au Front national. Aujourd'hui elle est membre du Parti de la France de Carl Lang.

(2) A.-M. Devreux et D. Lamoureux, « Les antiféminismes : une nébuleuse aux manifestations tangibles », « Cahiers du genre » n° 52, 2012.

(3) A.-M. Devreux et D. Lamoureux, *idem*.

(4) Sur cette notion, se reporter à <http://arsindustrialis.org/individuation>.

au changement social, tournant un regard plein de nostalgie vers un passé où les femmes, non organisées entre elles pour se défendre, courbaient le dos sous le poids de l'exploitation et de l'oppression»⁽⁵⁾, mais aussi de percevoir que « la réaction procède moins de changements déjà réalisés que de la crainte de changements à venir »⁽⁶⁾. Ce qui éclaire les raisons pour lesquelles les débats et projets portés – ou inspirés – par les féministes provoquent une levée de boucliers dans les droites conservatrices, chez les religieux intransigeants et au sein des extrêmes droites.

Disqualifier le féminisme passé et présent

Tandis que l'écrivain Michel Houellebecq, porte-drapeau du masculinisme, fait tenir des propos antiféministes à ses personnages et dénonce la « *misère sexuelle* » en l'attribuant au féminisme, Alain Soral tente d'isoler les féministes en s'appuyant sur la rhétorique du PCF et de la CGT d'avant 1975, qualifiant le féministe de « *petit bourgeois* » : « *L'histoire du mouvement ouvrier [...] n'a rien à voir avec l'histoire du mouvement féministe.* » Pour Alain Soral, la féministe est une « *bourgeoise de gauche, souvent plus névrosée que malhonnête, qui est parvenue, grâce à la complaisance du pouvoir économique toujours avide de stratégie des leurres, à substituer une fantasmagorique lutte des sexes à la très réelle lutte des classes, spoliant au passage le travailleur de son unique prestige, le prestige moral de l'opprimé* »⁽⁷⁾. Le président d'Égalité & Réconciliation fait délibérément l'impasse sur l'histoire du mouvement des femmes, sur les débats qui l'animent et sur la pluralité de courants qui le constituent. Ainsi, quand bien même nous jugerions outrancières – et donc inappropriées – les formes de luttes adoptées par les Femen, nous ne pourrions qu'être horrifiés par la haine qui s'exprime

(5) A.-M. Devreux et D. Lamoureux, *idem*.

(6) A.-M. Devreux et D. Lamoureux, *idem*.

(7) Les deux citations précédentes sont extraites d'*Abécédaire de la bêtise ambiante*, Alain Soral, Editions blanche, 2008.

(8) Les personnalités suivantes manifesteront aux côtés de Bernard Antony : Martine Lehideux, Jean-Claude Martinez, Guillaume de Thieulloy (Riposte catholique), Roger Holeindre, Béatrice Bourges (Printemps français), Alain Escada, Civitas, Carl Lang (Parti de la France), Martial Bild (TV Libertés), Daniel Hamiche (Observatoire de la christianophobie)...

(9) C'est ainsi que les militantes de Femen se caractérisent. Dans les colonnes du quotidien *Présent*, elles sont nommées les « *Fem.haine* ». Tandis que le numéro de *Minute* du 8 janvier 2014 titre « *Alerte Vigie Pétasses, les Femen passent au terrorisme.* »

(10) Entretien mis en ligne le 21 mars 2014 sur le site <http://hommen-officiel.fr>.

(11) Les JRE sont également soutenues par « *une célèbre juive américaine* » (comme aime à le souligner le quotidien *Présent* n° 8048), Judith A. Reisman, essayiste conservatrice.

(12) Eric Zemmour, *Le Premier Sexe*, Denoël, 2006.

(13) Alain Soral, *Vers la féminisation ?*, Editions blanche, 2007, 4e de couverture.

(14) Eric Naulleau-Alain Soral, *Dialogues désaccordés*, Editions blanche, 2013.



© DK

à leur rencontre. C'est pour avoir dénoncé, à leur façon, dès l'automne 2013, les positions de la hiérarchie catholique et de l'aile radicale des opposants au mariage pour tous que les Femen ont été prises pour cibles par les ultra-conservateurs et l'extrême droite radicale. Cette haine ira même jusqu'à se matérialiser – dans un climat politique visant à maintenir une pression, par la multiplication d'initiatives de rue, contre le président François Hollande et son gouvernement – par l'organisation d'une « *grande manifestation nationale pour la dissolution des Femen* », le 8 février 2014, à l'initiative de l'Agriif⁽⁸⁾. Cette mani-

festation, fort heureusement, ne réunira que quelques centaines de personnes.

Au-delà de cette initiative marginale, la condamnation de l'activisme « *blasphématoire* » des « *sextremistes* »⁽⁹⁾ est massive dans les rangs de l'aile dure des opposants au mariage pour tous. Elle sert de prétexte, pour partie, à justifier la création du mouvement de jeunes catholiques « *de bonne(s) famille(s)* », les Hommen, dont le porte-parole déclare, en mars 2014 : « *Des mouvements activistes tels que les Femen, Act Up ou le lobby LGBT ont provoqué des actualités ciblées en multipliant les actions et ont fait exis-*



**Les Hommen,
groupuscule
d'activistes anti-
mariage gay.**

ter le débat sur un hypothétique mariage pour les couples de même sexe, sur la GPA, la PMA ou encore la théorie du genre. Ils ont choqué, créé l'émotion, monopolisé la parole publique et fabriqué de toutes pièces une urgence sociale et un impératif politique.»⁽¹⁰⁾

« Décadence » et « crise de la masculinité »

Avec Alain Soral ou Eric Zemmour, nous sommes dans le registre de la peur du déclin du masculin et du viril comme conséquence d'une société qui se féminise. Alain Soral œuvre à jeter des ponts « droite des valeurs » en direction des populations fran-

çaises issues de l'immigration, et particulièrement les franges religieuses ultraconservatrices de l'islam, qu'il cherche à associer à celles du catholicisme traditionaliste et intégriste, via les Journées de retrait à l'école (JRE)⁽¹¹⁾; ce qui n'est pas sans poser des dilemmes dans les familles musulmanes, conscientes de ce que représenterait la déscolarisation de leurs enfants et des jeunes filles en particulier. Par ailleurs la réflexion d'A. Soral ne s'achève pas là, elle s'élargit aux terrains de la morale: « C'est parce que la femme est plutôt l'être du désintérêt politique (littéralement un homme sans vision collective d'avenir) que l'oligarchie a choisi d'en faire le relais privilégié de son pouvoir (au commentaire journalistique comme à l'exécution de gestion) »⁽¹²⁾. Et ainsi, « on vit donc, en France, une période d'effondrement de la conscience et de la morale [...] dont la figure la plus représentative [...] est la jeune femme de gauche à prétention féministe, ou encore le gay, ce qui revient au même! »⁽¹³⁾

Quant à Eric Zemmour, il s'inscrit dans l'idéologie du « choc des civilisations » (comme Michel Houellebecq). Ainsi, « Le capitalisme, après avoir opté pour la société multiraciale et multiculturelle, a une fois encore choisi son camp, celui de la féminisation des hommes. »⁽¹⁴⁾

Brandir la peur de l'indifférenciation

Anne-Marie Devreux et Diane Lamoureux soulignent que « la montée du néoconservatisme s'accompagne d'une insistance sur la différence (hiérarchique, évidemment) des sexes et la crainte du spectre de l'indifférenciation sexuelle que représenterait le féminisme ».

C'est bien la question de l'indifférenciation, et de la « panique morale » qu'elle génère, que la Manif pour tous valoriserait dans sa propagande: « Le projet de loi "Mariage pour tous" bouleverse le Code civil en supprimant systéma-

« [La féminisation des hommes est] la touche ultime d'un projet authentiquement frankensteinien d'un homme sans racines ni races, sans frontière ni pays, sans sexe ni identité. Un citoyen du monde métissé et asexué.

Un homme hors sol. »

(Eric Zemmour, *Le Premier Sexe*)

tiquement les mots de "mari" et de "femme", de "père" et de "mère", au profit de termes asexués, indifférenciés (notamment "parents"). Ce projet entend ainsi supprimer légalement l'altérité sexuelle et remettre en cause le fondement de l'identité humaine: la différence sexuelle, et la filiation en résultant. Il ouvre la voie à une nouvelle filiation « sociale », sans rapport avec la réalité humaine. Il crée le cadre d'un nouvel ordre anthropologique, fondé non plus sur le sexe mais sur le genre, la préférence sexuelle.»⁽¹⁵⁾ Encore récemment, dans *Le Figaro magazine*, Guillaume Roquette renforce la confusion en amalgamant études de genre à l'école, mariage homosexuel et acceptation (ou non) de la GPA. Il éditorialise sur « Le nouveau genre » comme « utopie d'une égalité absolue pour une liberté parfaite »⁽¹⁶⁾.

Ici, les imaginaires fusionnent, entre « nouveaux réactionnaires » et nationalistes. Pour preuve, les dangers de « l'indistinction », entre autres publications, font l'objet d'un dossier spécifique de la revue théorique trimestrielle *Eléments* (attachée historiquement au courant dit de « Nouvelle droite » d'Alain de Benoist) d'octobre-décembre 2012. Alain de Benoist étant prolix sur les dangers du « genre » sur le site Internet, créé par Robert Ménard, « bdvoltaire ». Confluant avec les préoccupations de la revue, Eric Zemmour dénonce, dans un style clair et précis, « l'insécurité culturelle » ainsi construite de toutes pièces, lorsqu'il écrit, dans *Le Premier Sexe*: « [la féminisation des hommes est] la touche ultime d'un projet authentiquement frankensteinien d'un homme sans racines ni races, sans frontière ni pays, sans sexe ni identité. Un citoyen du monde métissé et asexué. »⁽¹⁷⁾

Autant d'approches qui témoignent du regain des idées et des forces qui agissent à la restauration d'un ordre nationaliste et patriarcal. ●

(15) Manif pour tous, tract d'appel à la manifestation du 13 janvier 2013.

(16) *Le Figaro magazine*, 18 juillet 2014.

(17) Eric Zemmour, *idem*.